

Vive l'Anarchie - Semaine 36, 2022

Sommaire

- Coupures, rationnement, délestages : il y a de l'électricité dans l'air
- Chili : le parquet demande 150 années de prison contre Mónica et Francisco
- Nangis (Seine-et-Marne) : les caméras se ramassent à la pelle
- Cassel (Allemagne) : attaque incendiaire du parc automobile de l'armée allemande
- Monchy-Humières (Oise) : saccager le joujou des bourges
- Hualqui (Chili) : faire péter le jus de ce monde
- México (Mexique) : attaque explosive contre le commissariat... Ricardo Flores Magón
- Angol (Chili) : destruction du chantier de parc éolien
- Incendie de deux bornes de rechargement de voitures électriques, dans la nuit 2 au 3 Septembre à Toulouse.

Coupures, rationnement, délestages : il y a de l'électricité dans l'air

Publié le 2022-09-05 04:50:06

Téléphone et internet en première ligne en cas de coupures de courant en France

Le Figaro, 2 septembre 2022

Les opérateurs télécoms s'inquiètent pour la continuité de leurs services en cas de rupture d'alimentation. Les propos d'Agnès Pannier-Runacher, la ministre de la Transition énergétique, au sortir du Conseil de défense sur l'énergie vendredi, n'ont en rien rassuré les opérateurs télécoms. Quel sort leur sera réservé en cas de coupures de courant?? **Seront-ils épargnés si des mesures de délestages étaient mises en place?? Le problème est simple : sans électricité, leurs équipements ne fonctionnent pas. Et sans les équipements des opérateurs, plus de téléphone fixe ou mobile, ni de connexion à internet.**

«Les télécoms seront épargnés. Les mâts ont des batteries à autonomie limitée, on ne peut pas se permettre qu'un relais téléphonique soit éteint, en cas d'urgence», affirme une source gouvernementale. La France compte plus de 53.000 « points hauts » dédiés à la téléphonie mobile, avec des particularités géographiques. Ceux qui sont implantés dans des villes – c'est-à-dire la très grande majorité – sont généralement installés sur des toits d'immeubles. Ces sites sont généralement équipés d'onduleurs qui garantissent une tension électrique constante et sont dotés de petites batteries. **Leur autonomie varie de quelques minutes à une ou deux heures**, selon leur taille. **Tout dépendra donc de la durée des coupures d'alimentation, si coupure il y a. En outre, tous les sites ne disposent pas de batteries.**

Seuls les pylônes situés dans des zones isolées disposent des groupes électrogènes ; mais ils sont l'exception qui confirme la règle. Pourquoi ne pas étendre cette solution?? Elle est évidemment trop coûteuse et trop dangereuse, sans même parler de la pollution générée par un groupe électrogène, alimenté par un moteur diesel. *«De même, il est impossible de déployer des batteries au pied de toutes les 70 000 antennes pour des raisons de coût en général, et de poids quand elles sont posées sur des toits d'immeubles*

», prévient Liza Bellulo, secrétaire générale de Bouygues Telecom et présidente de la FFTélécom (Fédération française des télécoms).

Les conséquences de l'extinction des antennes pourraient aussi être délicates sur le plan technique. **« C'est un équipement assez sensible qui est fait pour être alimenté 24 heures sur 24. Après une coupure brutale et deux heures sans électricité, les antennes risquent de ne pas redémarrer correctement »**, explique la présidente de la FFT. Une réunion entre les opérateurs, Enedis et RTE (Réseau de transport d'électricité) est prévue la semaine prochaine pour essayer de trouver une solution technique et éviter un scénario catastrophe.

Il faudrait donc qu'en cas de coupure, les installations des opérateurs télécoms soient épargnées. **« À ce jour, il n'y a pas de solution technique pour isoler les pylônes des opérateurs »**, reconnaît un proche du dossier. Ce qui signifie que si jamais une zone était coupée, tous les équipements présents sur cette zone seraient concernés. Toutefois, Enedis précise que *« des installations d'opérateurs télécoms peuvent être définies par les préfetures comme étant à exclure des procédures »*. Mais cela implique des délais de prévenance et des concertations.

Les équipements situés dans les centres de stockage de données (serveurs, routeurs, cœur de réseau...) sont eux, mieux protégés. Les data centers disposent de groupes électrogènes. Certains acteurs du secteur ont même commencé à s'équiper en cuves supplémentaires pour accroître leurs réserves de fuel. Au cas où... De plus, une grande partie des installations sont redondées, pour garantir la continuité du service, en cas de panne. **Le réseau fixe devrait donc offrir une meilleure résilience aux coupures que le mobile, à un détail près. Cette fois, cela se joue chez les utilisateurs.**

Pour disposer d'internet chez soi, il faut une box. **En cas de coupure de courant, elle fera comme tous les autres appareils électriques de la maison : elle ne fonctionnera pas. Pour passer un coup de fil, il faudra donc se rabattre sur son portable, à condition que l'antenne relais la plus proche ne soit pas elle-même privée d'électricité.** Au final, en cas de coupure de courant, seuls les foyers qui disposent encore d'un téléphone branché sur le vieux réseau commuté, avec une prise en T dans le mur, devraient encore pouvoir passer des appels. Mais cela concerne à peine plus de 10 % des abonnés, ce vieux réseau étant peu à peu débranché.

Quels sont les scénarios examinés lors du Conseil de défense énergétique ?

France Info, 2 septembre 2022 (extrait)

Signe de la gravité de la situation, ou en tout cas de la volonté de l'exécutif de la dramatiser : **Emmanuel Macron applique le modèle du Conseil de défense à la crise énergétique, pour la toute première fois. Ce Conseil de défense, qui est amené à se réunir régulièrement** et pourrait être suivi de points presse, est le point d'orgue d'une séquence commencée avec la petite phrase d'Emmanuel Macron sur « *la fin de l'abondance* ».

La France a normalement de quoi faire face à un hiver classique, mais la situation pourrait se compliquer en cas de pics de grand froid. **Le mot d'ordre est donc de se préparer à tous les cas de figure, pour éviter le black-out**, et ajuster en conséquence les décisions politiques.

Premier stade : ces appels répétés à la sobriété pour que chacun fasse un peu plus attention à bien couper le wifi et baisser le chauffage. **Deuxième étape** : au cas par cas, des coupures d'électricité pour les entreprises qui consomment le plus. **Troisième type de décision** : une baisse de tension généralisée à l'ensemble du réseau, avec des conséquences cette fois pour tout le monde. Wifi moins performant, lumière un peu plus faible et des téléphones portables qui mettraient un peu plus de temps à se recharger.

Enfin, dernier niveau : le rationnement. Formule utilisée par Elisabeth Borne, la Première ministre, devant le Medef. Pas de coupure de gaz pour les ménages, mais éventuellement des coupures d'électricité avec **des quartiers plongés dans le noir pendant quelques heures.**

Électricité : comment fonctionnent les «délestages tournants», possibles cet hiver ?

Le Figaro, 1er septembre 2022

Élisabeth Borne n'a pas exclu le scénario catastrophe de coupures de courant chez les particuliers, «si toutes les mauvaises hypothèses se conjuguent».

Si elle a exclu de possibles coupures de gaz chez les particuliers cet hiver, **Élisabeth Borne n'a en revanche pas fermé la porte à des «délestages tournants» sur l'électricité quand les températures baisseront.** «Ça peut arriver si toutes les mauvaises hypothèses se

conjuguent, si la Russie coupe ses approvisionnements (de gaz), si jamais il y a des tensions sur le GNL (gaz naturel liquéfié) [...], s'il y a un hiver très froid», a averti la première ministre sur le plateau de l'émission «Quotidien» sur TMC mardi.

Ces coupures sont décidées par RTE, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, pour garantir l'équilibre entre offre et demande d'électricité et ainsi éviter le «*black-out*». «*Solution de dernier recours*», souligne Patrice Geoffron, directeur du Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières (CGEMP) de l'Université Paris-Dauphine, elles sont encadrées par certaines règles.

Comme l'a indiqué Elisabeth Borne sur le plateau de TMC puis sur France Inter ce jeudi matin, **les coupures sont limitées à deux heures par foyer. Déclenchées par le distributeur d'électricité, soit Enedis, elles ne peuvent survenir qu'entre 8h et 13h et entre 17h30 et 20h30. Des quartiers entiers peuvent être coupés à tour de rôle. «On est à chaque fois sur des blocs de 80.000 à 100.000 ménages»,** estime Julien Teddé, directeur général du courtier en énergie Opéra Énergie, ajoutant que les foyers concernés «*sont prévenus la veille à 18h*».

Certains bâtiments considérés comme satisfaisant «des besoins essentiels de la nation» ne sont pas concernés par ce dispositif de dernier recours. L'arrêté du 5 juillet 1990 en fait la liste. On y trouve les hôpitaux, cliniques et laboratoires, les installations de signalisation et d'éclairage de la voie publique «*jugées indispensables à la sécurité*», **ainsi que les sites industriels stratégiques, en particulier ceux «qui intéressent la défense nationale».** C'est à chaque préfet de faire la liste des usagers non délestables dans son département.

En plus de ces clients prioritaires, les préfets, indique l'arrêté, peuvent établir «*des listes supplémentaires d'usagers qui, en raison de leur situation particulière, peuvent bénéficier, dans la limite des disponibilités, d'une certaine priorité par rapport aux autres usagers, notamment en cas d'urgence*». On pense notamment aux malades à haut risque traités à domicile, par exemple sous respirateur artificiel. «*Au préalable, on a identifié des consommateurs sensibles, a pointé Elisabeth Borne sur France Inter. On veut s'assurer qu'on ne va pas couper l'électricité chez quelqu'un qui a un appareil médical. Tout ça est recensé pour qu'il n'y ait pas des drames du fait de ces coupures.*»

Le précédent du 4 novembre 2006

Toutefois, **les malades à haut risque qui ne sont pas inscrits par le préfet sur la liste supplémentaire d'usagers prioritaires peuvent subir des coupures en cas de forte tension sur le réseau électrique, confirme Enedis.** Mais, pour éviter les conséquences terribles que pourraient avoir de tels délestages, ceux-ci peuvent bénéficier d'un système d'information particulier. Il s'adresse aux patients à haut risque vital (PHRV), soit les patients sous respirateur ayant une autonomie inférieure ou égale à quatre heures par jour, ainsi que les enfants nourris par intraveineuse. *«D'autres catégories de malades, comme les insuffisants rénaux en dialyse à domicile, peuvent être concernées»*, précise Enedis.

Si la France devait procéder à des délestages chez des particuliers cet hiver, ce serait une première depuis plus de quinze ans. La dernière fois, c'était le 4 novembre 2006, et les coupures volontaires avaient touché toute l'Europe de l'Ouest. Dans la soirée, pendant une heure, près de 5,7 millions de foyers français ont été coupés du réseau (et plusieurs autres millions d'Européens), à cause de la mise hors tension, volontaire, d'une ligne électrique de 400.000 volts en Allemagne, qui avait été avancée d'une heure.

Chili : le parquet demande 150 années de prison contre Mónica et Francisco

Publié le 2022-09-05 04:50:06



**Face aux peines requises par l'accusation :
solidarité et complicité avec Mónica et Francisco !**

Le 24 juillet 2020, les compagnon-ne-s Mónica et Francisco sont arrêté-e-s lors d'opérations répressives. Le pouvoir accuse Francisco de l'envoi de colis explosifs contre l'ancien Ministre de l'Intérieur Rodrigo Hinzpeter et contre le commissariat 54 de Huechuraba (action ayant eu lieu le 24 juillet 2019, revendiquée par les « *Cómplices Sediciosos/Facción para la Venganza*

» [Complices Séditieux/Faction pour la Vengeance]), et les deux sont accusé-e-s du double attentat explosif contre le Bâtiment Técnica dans la commune de Vitacura (Action réalisée au beau milieu de la révolte, le 27 février 2020, revendiquée par les "*Afinidades Armadas en Revuelta*") [Affinités Armées en révolte]).

Durant ces plus de deux années en prison, Mónica est restée dans le module de connotación pública de la prison de San Miguel tandis que Francisco, d'abord incarcéré dans la section de sécurité maximale du CAS de Santiago, a ensuite été transféré, de même que d'autres compagnons, en juin 2021 à la prison La Gonzalina de Rancagua, où il se trouve actuellement.

Il est fondamental de souligner que tout au long de ce temps d'enfermement, les deux ont constamment contribué aux débats anarchistes et de la guerre sociale à travers leurs écrits, leurs communiqués et articles, démontrant par là même que la prison n'est la fin de rien, mais plutôt une autre tranchée à partir de laquelle donner une continuité à la lutte insurrectionnelle, et que leurs murs, barreaux et geôles ne suffisent pas à briser la solidarité et la complicité entre acrates. C'est dans ce cadre qu'il faut aussi situer le fait que Francisco a assumé les actes qui lui sont imputés, validant et revigorant ainsi un anarchisme d'action offensive et à la nécessité de la continuité des coups qu'il porte.

En prison, les deux ont formé avec d'autres compagnon-ne-s un collectif de prisonnier-e-s anarchistes et subversifs/ves, comme une autre manière de donner une continuité à leur lutte à partir des taules. Un reflet de cette articulation de volontés réfractaires a été la grève de la faim menée en commun durant plus de 50 jours à partir du 22 mars 2021 pour exiger l'annulation des modifications du décret-loi 321 et la liberté de Marcelo Villarroel.

Le 10 août dernier, plus de deux ans après avoir débuté, et après une série d'allongements des délais, l'instruction a finalement été clôturée, suite à quoi on est passé à l'accusation définitive : **aujourd'hui le Parquet réclame 30 ans de prison à l'encontre de Mónica**, l'accusant des délits de placement d'engins explosifs. **Contre Francisco, l'accusation requiert 129 ans de prison**, pour deux envois d'engin explosif, 3 tentatives d'homicides, blessures, dommages, en plus de deux placements d'engins explosifs.

Le Parquet Métropolitain du Sud, représenté par Claudio Orellana, procureur spécialisé en affaires de bombes et en poursuites contre des anti-autoritaires, prétend amener plus de 166 témoins, 53 experts et plus de 400 preuves. Tentant de régler ses

comptes après l'impossibilité d'obtenir des condamnations contre les compagnon-ne-s en 2010 dans l'affaire « Caso Bombas ». Dans le même sens, faisant fi des obstacles de sa légalité, il essaie de les qualifier de "récidivistes" en raison de leur condamnation antérieure en Espagne.

Pour beaucoup les peines accablantes visant à enterrer les compagnon-ne-s peuvent être véritablement paralysantes. Face à une machinerie juridique apparemment imparable, il semblerait que seule une sensation d'impuissance et de frustration pourrait se propager. Mais c'est justement à ce point que le pouvoir cherche à nous amener. De son côté, la solidarité anarchiste sait se frayer des chemins, pleine de vitalité et de créativité, elle fait le pari de détruire les prétentions des puissants à anéantir nos compagnon-ne-s, si ce n'est l'idée même de rébellion.

Un ancien ministre reconnu pour avoir dirigé la répression ; le commissariat d'où sont sortis les assassins de Claudia López ; le quartier de riches blindé durant la révolte ; ou la police mutilatrice ont été les cibles de ces actions. Leurs motivations sont les nôtres et celles de toutes celles et ceux qui refusent le monde de l'autorité et de l'obéissance. Les actions pour lesquelles les compagnon-ne-s affronteront le procès sont complètement valides et légitimes contre les puissants et les répresseurs.

En rendant les coups et en en finissant avec l'impunité des agents de la répression, il et elle se sont placé-e-s dans une claire et ancienne tradition révolutionnaire et particulièrement anarchiste tentant à détruire de sa propre main le monopole de la violence de l'État et la tranquillité de ceux qui, de leurs postes, ont dirigé les incursions répressives les plus brutales. C'est dans cette même ligne historique que nous plaçons l'affaire des compagnon-ne-s Mónica et Francisco.

Nous appelons à multiplier la solidarité et l'agitation avec les compagnon-ne-s. A réaliser dès maintenant des initiatives décentralisées avant le procès et à freiner les velléités des bourreaux qui cherchent à enfermer Mónica et Francisco pour des décennies.

Sans aucun espace pour l'indifférence : Solidarité et complicité avec celles et ceux qui attaquent les puissants et les répresseurs !

Liberté pour Mónica et Francisco !

Un salut complice. Quelques mots de Francisco Solar pour la semaine de solidarité avec les prisonnier-e-s anarchistes

La solidarité révolutionnaire, anarchiste, est une relation réciproque qui requiert nécessairement un positionnement clair et décidé de guerre, tant de la part des prisonnier-e-s que de celle des entourages proches à l'extérieur des murs. En partant de cette base, cette semaine de solidarité avec les prisonnier-e-s anarchistes vient fortifier cette relation reposant sur le combat qui n'est rien d'autre que la complicité existante qui attaque toute expression de l'autorité.

Rompre avec l'assistentialisme et le victimisme, c'est arrêter de voir le/la prisonnier-e comme un sujet inquestionnable du seul fait de sa situation d'enfermement temporaire. C'est donc aussi rompre avec des pratiques qui tendent à la hiérarchisation et dérivent en autoritarismes. Il est indispensable d'avoir cela à l'esprit à tout moment pour fortifier la lutte anticarcérale anarchiste.

Un salut complice à tous les groupes et individualités qui font leur la guerre contre l'autorité qui est inséparable de la lutte anarchiste contre les taules. Leurs actions et attaques sont une respiration importante dans l'ennuyeuse vie en prison.

Un salut complice aussi à tou-te-s les prisonnier-e-s anarchistes enfermé-e-s dans le monde. Une accolade spéciale au compagnon Alfredo Cospito qui se trouve dans une situation exceptionnelle d'enfermement que le pouvoir prétend exercer à perpétuité.

Fin des sentences de la justice militaire contre Marcelo Villarroel !

Que les prisons volent en éclats !

Francisco Solar

Prison La Gonzalina – Rancagua.

Fin août 2022.

Nangis (Seine-et-Marne) : les caméras se ramassent à la pelle

Publié le 2022-09-05 04:50:09



Dix mâts de vidéoprotection sciés cet été : à Nangis, la facture atteint près de 250 000 euros

Le Parisien, 23 août 2022 (extraits)

C'est le dixième mât de vidéosurveillance abattu durant cet été à Nangis (Seine-et-Marne). Cinq hommes ont été interpellés le 17 août pour cet acte de délinquance contre l'installation située sur le rond-point à proximité du restaurant McDonald's, sur la route départementale 408 à l'entrée de la commune. Deux d'entre eux ont été mis hors de cause, mais les trois autres ont été jugés en comparution immédiate, le lendemain, au tribunal correctionnel de Melun.

Tous les trois ont reconnu les faits. Devant le tribunal, ils ont expliqué être contre l'installation de caméras de vidéosurveillance. « *L'un d'eux a d'ailleurs déjà été condamné pour sa participation aux dégradations sur l'Arc de Triomphe, lors d'une manifestation des Gilets jaunes à Paris* », indique une source proche de l'enquête.

Le plus jeune, un habitant de Fontenailles âgé de 28 ans qui faisait le guet, a été condamné à **six mois de prison avec sursis**. Les deux autres, un autre habitant de Fontenailles âgé de 39 ans et un résident de Nangis âgé de 33 ans — c'est lui qui a participé à la manifestation Gilets jaunes —, ont écopé de **huit mois avec sursis**. Ils font aussi l'objet d'une mise à l'épreuve de deux ans. **Ils devront en outre procéder tous ensemble au remboursement des frais de remise en état du mât et de ses caméras. Il y en a déjà pour plus de 30 000 euros**. Le montant exact sera validé dans le courant du mois de novembre, lors d'une audience sur intérêts civils.

Les faits se sont déroulés dans la nuit du 12 au 13 août. **C'est à l'aide d'une disqueuse que l'aîné de la petite bande, équipé d'un masque de soudeur, a mis le mât à terre**. Mais visiblement, ils ne sont pas passés complètement inaperçus puisque, **grâce à des témoignages** et aux images de vidéosurveillance provenant d'autres communes, les gendarmes de Nangis et la brigade de recherches de la compagnie de gendarmerie de Provins vont assez vite leur mettre la main dessus. Leur matériel, dont la disqueuse, a été saisi.

Pour le moment, les enquêteurs ne lient pas cette affaire à celles des neuf autres mâts et lampadaires, eux aussi découpés à la disqueuse à la fin du mois de juillet. C'est le 28 juillet au matin que les services techniques de la commune ont découvert le premier dans le quartier de la Mare-aux-Curées, suivi de deux autres dans la nuit du 29 au 30 juillet, **puis d'une dernière série de six le 31 au soir**. C'est là que les choses ont dégénéré, avec des gendarmes pris pour cible par des tirs de mortier. Rebelote le 2 août au soir pour une quarantaine de militaires menant une vaste opération de recherches d'outillage et de mortiers d'artifice ainsi que de contrôles dans les parties communes des bâtiments d'habitation de la Mare-aux-Curées.

C'est justement pour donner des outils aux gendarmes que la maire a pris, dès le 3 août, deux arrêtés municipaux, l'un interdisant la consommation d'alcool sur la voie publique et l'autre le rassemblement de plus de trois personnes dans un grand nombre de rues et de lieux de la commune, notamment le parvis de l'hôtel de ville. **Quant aux frais de remise en état des neuf premiers mâts, la facture est d'ores et déjà salée : main-d'œuvre comprise, les devis effectués montent à 215 000 euros?! En ajoutant les dégâts de la**

nuir du 12 au 13 août, la facture frôle les 250 000 euros. En 2020, il y avait 39 caméras à Nangis. Avant les destructions de juillet et août, elles étaient passées au nombre de 78 en ville.

Cassel (Allemagne) : attaque incendiaire du parc automobile de l'armée allemande

Publié le 2022-09-05 04:50:12

Traduit de l'allemand de de.indymedia, 17 août 2022

Dans la nuit du jeudi au vendredi de la semaine dernière, deux véhicules ont complètement cramé dans le quartier de Bad Willhelmshöhe à Cassel (région de Hesse). **Les deux voitures qui ont été entièrement détruites par le feu étaient deux véhicules civils appartenant au parc automobile de l'armée allemande, garés à proximité de l'école technique de la Bundeswehr.** Les flics évoquent des dommages d'un montant moyen à cinq chiffres. Une petite goutte d'eau sur une pierre chaude en comparaison avec les énormes sommes dédiées actuellement au réarmement.

Depuis qu'il est exigé de tous les pays membres de l'OTAN qu'ils consacrent au moins 2% de leur PIB aux préparatifs de guerre, les dépenses pour les produits militaires et d'armement montent en flèche en Europe. Depuis lors, l'armée allemande nous est subtilement présentée comme une « troupe vétuste, réduite à peau de chagrin à force d'économies », et qui ne serait pas « en état de combattre ». Il s'agit de convaincre l'opinion publique que les énormes investissements dans le complexe militaro-industriel seraient justifiés et au service de la sécurité en Europe. Lorsqu'au début de cette année la guerre en Ukraine a connu une nouvelle escalade et que la classe des puissants de Russie a envoyé son armée pour finir d'annexer les territoires de l'Est de l'Ukraine disputés depuis des années, les appels au nécessaire réarmement de l'Europe ont fini par trouver des oreilles complaisantes.

En procédure parlementaire accélérée, ce sont ainsi 100 milliards d'euros de « budget spécial » qui ont été mis à disposition de l'armée allemande, en plus des dépenses en armement qui avaient déjà augmenté pour atteindre déjà 56 milliards de dollars en 2021. Les entreprises d'armement allemandes, dont le matériel de guerre va désormais être massivement vendu à l'Ukraine et produit pour les armées de l'OTAN, se frottent leurs mains maculées de sang, et peuvent affirmer en toute conscience : cette fois nous sommes du bon côté. Porté par cette ambiance, le PDG de *Rheinmetall*, Armin Papperger, qui en temps normal évite plutôt la publicité comme il sied dans cette branche, ne rate plus une occasion

de promouvoir son groupe, dont le cours des actions a doublé depuis le début de la guerre en Ukraine. Le fait que le secteur de l'armement allemand ne connaît que les profits et n'a pas de morale apparaît clairement dans le commerce des armes avec le régime fasciste d'Erdogan en Turquie ou avec l'Arabie Saoudite, dont l'armée a notamment contribué à écraser les mouvements de protestation des Printemps Arabes au Bahreïn en 2011. Les grands groupes allemands d'armement ont aussi vendu leurs engins de guerre à la Russie, bien qu'après l'annexion de la Crimée un embargo sur les armes ait été décrété par l'U.E. Pour ce faire les marchands d'armes ont utilisé, comme c'est aussi habituel dans cette branche, une faille juridique pour contourner l'embargo.

En fin de compte, le réarmement militaire n'amène pas à rendre le monde plus sûr. Au contraire : aucun État de ce monde ne se procure des tanks pour les laisser pourrir par la rouille dans un garage. La prétendue « dissuasion » par la course à l'armement est également un mensonge. Dans la logique militaire, l'argument serait même inverse : si mon ennemi est sur le point de réarmer, mieux vaut plutôt agir aujourd'hui que demain pour le devancer. Ainsi, l'extension de l'OTAN vers l'Est, les nombreuses manœuvres et dépenses en armement qui dépassent de loin celles de la Russie, n'ont pas empêché l'agression contre l'Ukraine. Pour comparer : juste avant l'entrée des troupes russes en Ukraine, les dépenses en armement de l'OTAN s'élevaient à environ 1175 milliards de dollars et celles de la Russie à environ 66 milliards de dollars.

On a pu voir à quoi ressemble une guerre menée avec la participation de l'OTAN, il y a peu en Afghanistan et jusqu'à aujourd'hui au Kurdistan. Après que la population allemande ait été rassurée pendant des années qu'en Afghanistan la troupe creuserait des puits, apporterait la démocratie et permettrait aux filles d'aller à l'école, il n'aura fallu que 14 jours après la fin de l'intervention militaire pour que l'ensemble du pays retombe aux mains des talibans. En est resté le souvenir de civils tués par des tirs de drones, de crimes de guerre (y compris de l'armée allemande) et finalement des forces locales abandonnées à leur sort. Entre-temps les soldats turcs, la deuxième plus grande armée de l'OTAN, combattent depuis des années, entre autre avec des armes allemandes, le mouvement de libération kurde. Concrètement cela signifie actuellement : des bombardements permanents en Irak et dans le Nord de la Syrie, l'occupation des territoires auparavant libérés par les Kurdes de la mainmise de l'État islamique dans le Nord de la Syrie/Rojava, l'emploi de gaz toxiques dans la lutte contre la guérilla dans les montagnes kurdes, la répression de toute opposition en Turquie.

Ce sont surtout les entreprises d'armement qui profitent du réarmement et des préparatifs de guerre en Europe. Le monde n'en devient pas plus sûr, au contraire. C'est pourquoi il faut combattre avec détermination la militarisation, le réarmement et la préparation de la guerre en Allemagne. Pour cette raison, nous avons décidé de réduire au moins quelque peu le parc automobile de l'armée allemande à Cassel.

*Pour un monde de paix et de liberté,
démolissons la Bundeswehr*

Monchy-Humières (Oise) : saccager le joujou des bourges

Publié le 2022-09-05 04:50:12



Vandalisme au golf du château, revendiqué par un collectif de «sangliers radicalisé.es»

Oise Hebdo, 4 septembre 2022

Le golf du château de Monchy-Humières, au nord-ouest de Compiègne, a été victime d'actes de vandalisme. Dans la nuit du vendredi 2 septembre au samedi 3, un ou plusieurs individus, se revendiquant d'un mystérieux collectif baptisé «sangliers radicalisé.es» se sont introduits sur le parcours de 18 trous et y ont laissé des traces. **«Ils ont arraché des morceaux de gazon**, expliquent les gendarmes, qui se sont rendus sur place. **Ils ont également laissé des messages sur des écriteaux contre les bourgeois.»**

Le collectif revendique pleinement son action, puisqu'il a fait parvenir à *Oise Hebdo* des photos de sa visite nocturne. Sur les écriteaux laissés sur place, il est notamment inscrit les phrases suivantes : *«Des sangliers radicalisé.es sont passés par ici» / «ce n'est même pas un vrai sport» / «Nous sommes la nature qui se défend» / «Les golfs parasitent la forêt – Les bourgeois-es parasitent la société.»*

Dans un message, les «sangliers radicalisé.es» expliquent avoir *«déclaré la guerre aux golfs, car ils s'accaparent notre terre, ne profitent qu'aux bourgeois et consomment beaucoup trop d'eau.»* Et ils promettent de revenir.



Cet acte de vandalisme fait écho à des dégradations similaires et autres opérations de «sabotage» survenues en août dans différents golfs en France, notamment près de Toulouse et de Roanne : pelouses arrachées, ciment coulé dans les trous... Des faits commis par des activistes pour le climat, pour protester contre les arrosages sur la totalité des parcours de golf, même pendant les périodes de sécheresse.

Après les faits, le golf n'a pas fermé ses portes. Mais les jardiniers sont revenus en urgence travailler sur les parties dégradées samedi 3 août. Les propriétaires du golf de Monchy ont déposé une plainte en gendarmerie de Ressons-sur-Matz. **Au départ, ils ne souhaitent pas réagir à ces dégradations, «pour ne pas faire de publicité et donner des idées à d'autres», insiste Philippe Lefèvre, responsable des lieux, sous le choc après cette attaque.**

Au-delà, Philippe Lefebvre, qui a repris les lieux en 2015 estime que ces dégradations «*mettent en péril l'avenir de l'entreprise et de ses salariés, alors que nous parvenons enfin à atteindre l'équilibre.*»



Hualqui (Chili) : faire péter le jus de ce monde

Publié le 2022-09-08 06:50:05



Dimanche 4 septembre 2022 vers 6h du matin, soit le jour même où la population chilienne devait se prononcer par référendum sur le projet de nouvelle Constitution (le vote était obligatoire), des inconnus ont placé quatre charges explosives sur un pylône à haute-tension situé à Hualqui (région de Bío Bío).

Le pylône de la ligne à haute-tension Hualqui-Lagunillas de la compagnie *Transelec* s'est effondré au sol, tandis que deux autres ont été sérieusement endommagés dans

sa chute. Selon les enquêteurs chiliens, trois charges ont fait leur travail, tandis qu'une quatrième a fait long feu, et l'explosif utilisé serait de la dynamite à haute densité de type minier.

Sur place, une banderole signée *Resistencia Urbana Autónoma* (RUA) a été retrouvée, disant : « *Lançons le sabotage contre les projets extractivistes sur le territoire / Qui oublie les prisonnier.e.s oublie la lutte / Liberté (avec A cerclé) pour Víctor Llanquileo* et tous les prisonniers mapuche, anarchistes, subversifs et de la révolte* ».

* Le prisonnier mapuche Víctor Llanquileo, incarcéré à Arauco, se trouve en grève de la faim sèche depuis le 30 août.

[Synthèse de la presse chilienne, 5 septembre 2022]











México (Mexique) : attaque explosive contre le commissariat... Ricardo Flores Magón

Publié le 2022-09-08 06:50:07



[Traduit de l'espagnol de anarquía, 6 septembre 2022]

Après minuit...

Le trois septembre 2022, nous avons placé un engin explosif artisanal composé de dynamite, de poudre noire, de sulfate d'ammonium, de nitrates, de phosphates et de gaz butane. Cela s'est passé à environ une heure du matin **contre le poste de police Ricardo Flores Magón** situé dans les rues Jaime Torres Bodet et Ciprés, de la colonie Santa María La Ribera **sur le territoire occupé par la Ville de Mexico** [et plus précisément au nord de la capitale, dans l'arrondissement de Cuauhtémoc].

I.

Nous sommes anarchistes. Nous refusons que la police mexicaine ose utiliser le nom de Ricardo Flores Magón, que nous considérons comme un important point de référence de la lutte anarchiste internationaliste et qui a détesté tout type de gouvernement au cours de sa vie, pour nommer un poste de la police répressive de la ville de Mexico. Nous avertissons que nous rebrûlerons ce même commissariat jusqu'à ce qu'ils cessent de salir ce nom de manière aussi détestable.

Nous refusons aussi que le gouvernement du Mexique utilise notre compagnon Magón pour tenter de légitimer l'imposition de son gouvernement militarisé.

Nous n'avons pas peur d'eux ! Nous ne leur permettrons pas de déformer l'histoire de l'anarchisme pour légitimer quelque gouvernement que ce soit !



II.

Nous sommes des femmes. Le gouvernement du Mexique réprime, emprisonne et dissèque nos corps, nous imposant une vie toujours plus hiérarchisée et conforme à la reproduction de la triade du monstre à trois têtes du capital, du patriarcat et du colonialisme. L'État veut faire de nos esprits, de nos émotions et de nos corps des camps d'extermination où l'on nous impose la colonisation de la valeur. Ils veulent nous convaincre d'accepter de nous transformer en dociles marchandises à leur disposition en échange de quelques fantaisies vêtues de fétichismes légaux.

Nous ne l'accepterons pas : nous nous battons pour nos vies ! La Loi est un fétiche ! La réalité ce sont nos corps mutilés ! Compagnoannes : luttons pour récupérer une vie réellement digne d'être vécue ! Une vie de liberté, sans gouvernements et sans lois !

III.

Nous sommes antimilitaristes. Pour les théoriciens libéraux, le gouvernement mexicain est en train d'imposer un état d'exception qui nous traite comme des ennemi-e-s. Pour notre part, nous pensons que tout État est d'exception, et que tout État est notre ennemi. Nous attaquerons ses fondements dans chaque aspect de nos vies. Nous nous réapproprierons chaque millimètre de notre peau. Nous arracherons nos vies à leurs griffes. Et ... nous les attaquerons. Nous les attaquerons toujours.

Militaires hors de nos rues ! À bas les murs des prisons ! Libération des prisonnier-e-s anarchistes !

Nous envoyons toute notre solidarité et nos saluts aux compagnon-ne-s Mónica Caballero et Francisco Solar dans le territoire occupé par l'état chilien. Nous nous verrons un jour, compagnon-ne-s ! Et nous reprendrons les rues en attaquant ! ... parce rien n'est fini, tout continue... et si les geôles de tous les États ne brûlent pas, qu'est-ce qui illuminera notre obscurité ?

Pour la cellule de diffusion du *Groupe Insurrectionnel Anarcha-Féministe d'Action Anti-autoritaire*,

Lupe la Camelina et l'inattendue Laura

Angol (Chili) : destruction du chantier de parc éolien



Lundi 15 août peu avant 20h, sur le domaine de La

Cabaña situé dans la commune de Angol (région mapuche de La Araucanía), **huit individus masqués ont fait irruption sur le chantier de construction d'un champ d'éoliennes industrielles**. Après avoir désarmé les trois vigiles et leur avoir soustrait téléphones et talkie-walkie, **les inconnus ont détruit par le feu six engins de chantiers dédiés et quatre camions**, avant de disparaître dans la nuit.

Cette destruction du chantier d'éoliennes réalisé pour le compte de la compagnie d'électricité *Enel*, a été revendiqué par *Resistencia Mapuche Malleco* (RMM), dont une banderole laissée sur place disait notamment « *Latifundistes, entreprises forestières et parcs éoliens dégagent de tout le Wallmapu* », tout en appuyant la grève de la faim des prisonniers mapuche et en menaçant le directeur de la prison de Angol...

[synthèse de la presse chilienne, 15 & 16 août 2022]

Incendie de deux bornes de rechargement de voitures électriques, dans la nuit 2 au 3 Septembre à Toulouse.

Publié le 2022-09-08 06:50:12

Dans la nuit du 2 au 3 Septembre, nous avons provoqué l'incendie de deux bornes électriques, dans le quartier Jean Rieux/cote pavée.

Après un été marqué par la secheresse, l'appauvrissement de nos réserves d'eau et la vétuisteté du parc nucléaire, l'hiver 2022-2023 verra la mise en place de la ZFE sur la ville rose.

Au rebut les voitures fonctionnelles et réparables, achetez des voitures électriques !

Ce n'est pas un projet de transition écologique, c'est une restructuration sociale.

On étouffe dans les murs de cette ville, où la mairie s'enorgueille de l'expulsion de squats d'exilés.

On asphixie au milieu de ce capitalisme vert.

Cette ville devient de plus en plus invivable.

C'est pourquoi, dans la nuit du 2 au 3 Septembre, nous avons provoqué l'incendie de deux bornes électriques, dans le quartier Jean Rieux/cote pavée.

Nik la ZFE

Soutien au camarade Boris, inculpé pour l'incendie d'une antenne relai.